

Date : 19.08.2010

## Jardin City, le duel se poursuit

**Pully** Des locataires expulsés pour cause de rénovation ont décidé de se défendre. Le site Internet constitué à cet effet a comptabilisé plus de 25'200 pages lues en 4 mois. Le «Zoro» du combat a bien voulu répondre à nos questions

**Nina Brissot**

**E**n janvier les habitants des immeubles 81 et 83 de CF Ramuz recevaient leur avis de sortie des immeubles sans autre explication qu'une rénovation lourde était prévue. Pas de propositions de relogement, pas d'égards pour

«Le vrai scandale, c'est qu'une société qui revendique sa «suissitude» se substitue à l'Etat, tout en maintenant des intérêts privés».

Zoro

des personnes habitant là depuis des dizaines d'années voire un demi-siècle pour certaines. Un commerce de proximité installé depuis plus de 20 ans et un coiffeur font partie des expulsés. Le propriétaire, la cie d'assurance Swiss Life a juste délégué le sale boulot à la gérance Livit dont elle est propriétaire. Les locataires se sont réunis en une «Association Jardin City» utilisant Internet avec une redoutable efficacité pour se faire entendre. Dans un premier temps, une pétition a été lancée. Elle a récolté 2'400 signatures. Quant à la mise à l'enquête de Swiss Life pour la transformation de ces immeubles et la construction d'un 3e, elle a récolté 300 oppositions. Du jamais vu à Pully. Enfin, beaucoup de témoignages contre les méthodes de la régie ont été récoltés sur le site. Nous en avons également reçus à la rédaction. Huit mois plus tard, nous faisons un point sur cette situation avec «Zoro» (avec un r, précise-t-il), le web-

master du site [www.jardincity.ch](http://www.jardincity.ch).

**Le Régional (LR):**

Où en êtes-vous de votre combat et quelle est la prochaine étape ?

**Zoro (Z):**

Un argumentaire documenté sur 60 pages a été élaboré. Mais les autorités n'ont pas pu statuer, car le projet Swiss Life comporte encore trop de lacunes. En attendant, les nouvelles sont sur notre site web, suivi dans 86 villes de Suisse dont Zurich, Lausanne, Pully, Genève... autant dire que ça intéresse du monde. Notre cause est devenue nationale, à la mesure des enjeux cruciaux qu'elle soulève.

**LR:** Vous avez jusqu'en 2012 pour vous reloger. N'est-ce pas un temps suffisant pour trouver un logement si ces immeubles doivent subir une réfection lourde ?

**Z:** L'expulsion n'est pas nécessaire, elle sert à éviter les recours. On expulse les gens, puis on rénove en pseudo-luxe loué à prix d'or. Il n'y a eu aucune proposition concrète de relogement, ni de réintégration des appartements après rénovation. Cela pose la question des conflits d'intérêts majeurs, à mon sens incompatibles, entre l'éthique, le développement durable et la responsabilité sociale de Swiss Life qui, rappelons-le, est n°1 en Suisse dans l'assurance vie et dans l'immobilier, avec un parc

de plus de 11 milliards. Comment peut-elle se cacher derrière une société qui lui appartient – Livit – pour agir ainsi? Une grande partie des employés suisses sont clients de Swiss Life via leur caisse de pension. S'ils sont aussi gérés par Livit, ils se font tout simplement virer comme clients. Ils investissent, via leurs assurances, dans une société «de prévoyance» qui les met à la porte.

**LR:** Pouvez-vous agir contre un «manque d'éthique» ?

**Z:** Nous avons présenté un dossier au Prix Suisse de l'éthique 2010, organisé par le HEIG-VD (Haute école d'ingénierie et de gestion) et l'IGE (Institut de gestion et d'entrepreneuriat). Le président d'honneur du jury est Pascal Broulis. Tous ces gens, acteurs de la Suisse de demain, auront une idée de cet enjeu fondamental. Nous étudions aussi d'autres stratégies.

**LR:** La suite?

**Z:** Nous avons peu de moyens, si ce n'est la législation existante. Nous apprenons beaucoup en étant confrontés à cette situation. Sous le coup de l'émotion, nous avons peut-être surréagi au début, ce qui a pu heurter certains, qui n'y sont pour rien dans cette affaire. Si c'est le cas, nous en sommes vraiment navrés. Mais ces expulsions sont immorales et inhumaines, leur moteur principal est la spéculation, pour garantir – de l'aveu de Swiss Life – les

primes des assurés. C'est donc aussi un combat de principe. Nous constatons le mépris d'une entreprise pour ceux qui assurent sa rentabilité. Une telle situation ne devrait pas se reproduire. Le vrai scandale, c'est qu'une société qui revendique sa «suis-situde» se substitue à l'Etat, tout en maintenant des intérêts pri-

vés. Avec un tel système, chacun peut être un jour bénéficiaire et devenir une victime le lendemain, sans moyen de prévoir son avenir. C'est pourquoi les pouvoirs publics ont aussi un rôle à jouer, en prévoyant des conditions-cadre pour le maintien de loyers normaux dans nos communes, afin d'éviter la «gentrification»,

ce glissement vers un habitat de haut standing – ou supposé tel – dans certaines communes. C'est aujourd'hui qu'il faut tirer la sonnette d'alarme, avant que des régions entières de notre pays ne deviennent inaccessibles à leurs propres habitants de longue date!

**JardinCity**

**JardinCity.ch**